L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 2 AVRIL 1869. 42e année—Vol. XLII.

DUFOUR & LEMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS:
VENDREDI MATIN, 2 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Exchanges—Trois terrains situés en cette paroisse, sur la rive droite du fleuve Mississipi, vis-à-vis de cette ville, lots sont contigus et font face à l'Avenue Webster.

Par J. Dejan Jr, à 11 heures du matin, à la nouvelle salle d'encan, coin Gravier et Carondelet—Vente d'un grand assortiment de meubles et des planes: reçus reçus à chaque vente.

Par H. Scott, au No 46 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, habillements, draperie, chapeaux, mailles, &c.

Par Louis Stern & Bros. aux Nos 33 de la rue des Magasins et 36 de la rue Gravier—300 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par G. Lebermuth, au No 62 de la rue de Chartres—Chapeaux paille et castors; quincaillerie et coutellerie.

Par Bofman, Marks & Co. au No 38 de la rue de Chartres—Fils, parfumerie, garnitures, marchandises sèches, bouteilles, &c.

☞ Achetez vos conserves et chercin chez M. Ernest Farpin, 83 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
55.....Rue des Remparts.....183

ATTENTION!!

☞ Vente à deux mois de crédit, par le Shérif, de propriété.

Nous appelons l'attention sur la vente qui aura lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Exchanges, rue Royale, par le ministère du Shérif, de trois terrains situés sur la rive droite du fleuve Mississippi, en faisant face à l'Avenue Webster.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

Grande vente, sans réserve, pour clôture des consignations.—Nous appelons l'attention des marchands de la ville et environs, résidant sur la grande route qui mène à cette ville aujourd'hui, à 10 heures de cette matinée, à la vente sans réserve, qui se fera par le ministère de MM. Hoffman, Marks & Co., au No 38 rue de Chartres, de marchandises sèches, lingerie, coutellerie, &c, telles de toutes sortes de marchandises, qu'on aura qu'il y peut se trouver, savoir de toiles, bl. blanc et bl. noir, notions, bonneterie etc. etc.

Grande vente de Meubles, Pianos, tableaux, mais ce soir à 11 heures, par J. Dejan, Jr, au No 185 rue Gravier, près Caron Gelet.

Le bill du Sénat sur la Tenure des Emplois.

Le comité de conférence de la Chambre et du Sénat s'est mis d'accord en adoptant le projet de bill du Sénat amendant la loi sur la tenure des places. Comme la Chambre avait reposé ce projet par une très forte majorité, on espère que cet accord aidera dans le comité de conférence ce par le fait que le Président, pour des raisons qui ne sont pas connues, s'est décidé à accepter la concession qu'a bien voulu faire le Sénat. Ainsi finit la première lutte entre M. Grant et le Sénat. L'obstination du Président a cédé devant celle des sénateurs. Parmi les raisons qui ont pu décider M. Grant à accepter le bill il en est que qui est apparente, c'est la crainte de voir le Congrès s'ajourner en laissant la législature nationale en vigueur. Il fallait en finir et mieux valait encore quelque chose que rien du tout.

Le bill en projet, bien qu'il laisse plus de latitude au Président que la loi actuelle, n'en maintient pas moins le droit du Sénat de refuser de donner son emploi tout fonctionnaire suspendu par le Président. Cette disposition modifie essentiellement l'état de choses qui existait antérieurement à la loi sur la tenure des emplois.

Avant cette loi, tous les Présidents des Etats-Unis, depuis Washington jusqu'à Andrew Johnson, avaient, pendant l'intervalle des sessions du Sénat, exercé le pouvoir de révocation. Lorsque le Sénat s'assemblait, les nouvelles nominations lui étaient envoyées et, si elles n'étaient pas approuvées, le Président en faisait d'autres jusqu'à ce qu'elles fussent confirmées. Mais, dans aucun cas, le fonctionnaire révoqué ne pouvait reprendre ses fonctions, à moins qu'il ne fut nommé à nouveau par le Président et confirmé par le Sénat.

La loi sur la tenure des emplois a changé tout cela, et afin de faire comprendre à nos lecteurs les changes du bill dont nous publions le texte ci-dessous, nous allons donner la substance des dispositions de la loi que le bill a pour objet d'amender.

La première section porte que les membres du Cabinet "occuperont leurs fonctions respectives pendant la durée du terme du Président pour lequel ils ont été nommés et pendant un mois après, mais qu'ils pourront être révoqués avec le consentement du Sénat."

La seconde section porte que quand un fonctionnaire civil, autre que les juges des Cours des Etats-Unis, sera, pendant les vacances du Sénat, présumé, sur des preuves qui seront satisfaisantes, pour le Président, coupable de malversation, de crime, ou quand, pour toute autre raison, il sera impropre physiquement ou légalement de remplir ses fonctions, dans ce cas le Président pourra le suspendre et désigner une personne compétente pour le remplacer temporairement jusqu'à la prochaine réunion du Sénat. Dans les vingt jours qui suivront cette réunion, le devoir du Président sera de rapporter au Sénat la suspension avec les raisons à l'appui et le nom du remplaçant. Si le Sénat donne son concours à la suspension, le Président pourra révoquer le fonctionnaire suspendu et lui nommer un successeur. Si le Sénat ne donne pas son concours à la suspension, le fonctionnaire suspendu reprendra en place et en recevra les émoluments. Le Président aura le pouvoir de revoquer sur une suspension avant d'avoir soumis l'affaire au Sénat.

Cette loi, votée en mars 1867, abrogeait complètement le droit de révocation du Président et le remplaçait par un droit précaire de suspension. On se rappelle la lutte acharnée entre le président Johnson et le ministre de la guerre M. Stanton. Stanton suspendu a été remplacé par Grant, repris possession du ministère, et le Sénat ne voulut pas reconnaître à M. Johnson le droit de lui nommer un successeur, par la raison que la première section du bill dans l'a été interprétée en ce sens que tous les ministres de M. Lincoln devaient être considérés comme nommés pour toute la durée du terme de ce Président.

Le nouveau bill, comme on va le voir, abroge la première section relative aux membres du cabinet et modifie la seconde. En voici le texte:

"Sect. 1ère.—La première et la seconde section de la loi intitulée "An act regulating the tenure of certaines functions civiques," adoptée le 2 mars 1867, sont abrogées. Elles seront remplacées par les dispositions suivantes:

"Toute personne occupant un emploi civil auquel elle a été ou pourra être nommée par et avec l'avis et le consentement du Sénat, aura droit à occuper cet emploi pendant le terme pour lequel elle aura été nommée, à moins qu'elle ne soit révoquée auparavant avec le consentement du Sénat, ou qu'elle ne soit remplacée par une autre personne désignée pour cet emploi également avec le consentement du Sénat.

"Section 2—Pendant une suspension des séances du sénat, le président aura le pouvoir de suspendre à sa discrétion tout fonctionnaire civil nommé avec le consentement du sénat, à l'exception des juges des Etats-Unis.

"Cette suspension sera valide jusqu'à la fin de la session suivante du sénat.

"Le président pourra aussi désigner, avec toute facilité de la révoquer, une personne qui remplira les fonctions de fonctionnaire suspendu. Cette personne prêtera le serment requis et donnera les garanties exigées par la loi. Pendant le temps où elles remplira les fonctions de la personne suspendue, elle percevra en outre les émoluments de cette ci.

"Il sera du devoir du président, dans les trente jours qui suivront le commencement de chaque session du sénat, de nommer des personnes, dont aux emplois vacants au moment de l'ouverture de cette session, qui le sera en son 666 rempli, par des fonctionnaires temporaires, sous celui n'a emploi dont les titulaires auront été suspendus.

"Si le sénat, pendant cette session, refuse de consentir à une nouvelle nomination faite pour remplacer la fonctionnaire suspendu, s'il refuse aussi par au vote, d'approuver cette suspension, alors seuls ment le fonctionnaire reprendra sa place à la fin de la session, reprendre possession du poste dont il avait été suspendu; il en remplira de nouveau les fonctions et il en recevra les émoluments, à partir de ce moment, comme si la suspension n'avait pas été lieu."

Ce nouveau bill fait disparaître cette autre disposition qui imposait au président des ministres avec lesquels il était en désaccord. Il n'est lonque la durée de la suspension prononcée par le président jusque à la fin de la session suivante du sénat, sans il ne rétablit pas le droit de révocation pour le président. Si le sénat ne confirme pas la nouvelle nomination, le fonctionnaire suspendu par le président reprend ses fonctions à la fin de la session. Il est vrai que rien n'empêche le président de le suspendre à nouveau, quelques jours après, jusqu'à la fin de la prochaine session.

Dans la pratique, le pouvoir de suspension accordé au Président équivaudra presque toujours au droit de révocation; cependant, le Président aura tous de faire un nouveau choix quand une place aura été déclarée vacante par le refus du sénat de confirmer la nomination. Le Sénat n'est jamais assez nombreux pour remplacer un fonctionnaire suspendu par un autre. Le président aura donc le choix entre le fonctionnaire suspendu et celui qui aura été nommé pour le remplacer.

Le bill, tel qu'il est, a été adopté par la Chambre des Représentants par 124 voix contre 44, et par le Sénat par 35 voix contre 11.

Le Meeting Cubain, à New-York.

Le grand meeting cubain de Steinway Hall a tenu tout ce qu'il promettait. Foule compacte, enthousiasme sans bornes, éloquence du barreau et éloquence de la chaire, rien n'y a manqué. M. Oakey Hall, maire de New-York, président, le Rév. Henry Ward Beecher, de Plymouth Church, officiait. Tous deux ont prononcé des discours superbes, et ont eu les honneurs de la séance. Inutile d'entrer dans les détails, qui sont connus de nos lecteurs par le télégraphe. Le but de M. Hall a été la doctrine Monroe; celui de Lorsque de M. Beecher a été le droit de toute nation de s'affranchir et elle en a le droit et le pouvoir. Le plus grand de tous les principes possé dans tout ce ramassis de lieux communs plus ou moins habiles, c'est ce refrain d'une vieille chanson, rappelé par Mazzini le Maître: "*C'est ce que veulent être libres de porter le coup.*" — On ne pourrait pas faire une réunion plus pour prouver le droit qu'a et les Cubains veulent s'affranchir, c'est à eux de faire leur affaire, et que les Américains n'ont que faire de s'en mêler.

En résumé, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Résolu que la présente lutte des Cubains pour leur indépendance et leur *self-government*, rentre dans la même catégorie que la révolution américaine de 1776. Elle doit exciter la sympathie de tout les amis des progrès populaires, et mérite tous les genres d'assistance que les autres nations peuvent lui rendre.

Résolu, que la cause cubaine est juste, et que l'oppression contre laquelle les Cubains se révoltent est de nature à exciter l'indignation du genre humain, attendu, notamment, qu'ils sont taxés sans représentation, contraints de maintenir l'institution de l'esclavage, que tous les actes de l'île sont exclus de service public, et qu'on leur refuse le droit de porter les armes, ainsi que les privilèges sacrés de citoyenneté et de nationalité.

Résolu, qu'en proclamant l'abolition de l'esclavage les patriotes de Cuba ont donné la preuve qu'ils possèdent les idées essentielles de la démocratie moderne, et que leurs principes politiques sont d'accord avec ceux des penseurs les plus profonds et des hommes d'Etat les plus éminents de l'époque.

Résolu que si les hommes libres de tous les pays doivent considérer avec intérêt et sympathie la lutte pour l'indépendance de Cuba, une obligation spéciale repose sur la République de l'Amérique du Nord et proche voisine de cette île, nous avons des obligations dans de nombreuses autres qui se lèvent et combattent pour s'émanciper de la tyrannie européenne.

Résolu, qu'il notre avis le devoir de notre gouvernement est de reconnaître aux Cubains les droits des belligérants dès que la chose pourra se faire, et de prêter ainsi au moins que cette nation est toujours du reste de ceux qui combattent contre des despotes et l'oppression; et nous prions énergiquement le pouvoir exécutif à Washington de ne pas différer cette nécessité de prendre une décision sur ce grand sujet.

Le Times, qui n'est pas suspect de manquer de libéralisme, apprécie comme suit ces résolutions:

"Nous aurions souhaité que ces résolutions fussent un peu plus exactes dans leur substance. Par exemple, dans l'acte d'accusation qu'elles formulent contre le gouvernement espagnol, le premier des griefs articulés est "*l'impôt sans représentation.*" Cela n'est pas juste. Cuba, il est vrai, a été représentée aux cortès sous le règne des Bourbons, mais elle a aujourd'hui droit à une représentation complète sous le présent gouvernement libéral."

Le second grief est "*la maintien forcé de l'esclavage*," cela n'est pas exact, car le gouvernement libéral de Madrid a déclaré l'abolition graduelle de l'esclavage, et tous les noirs nés dans l'île depuis le mois de novembre dernier sont libres.

"Le troisième grief est "*l'exclusion des nationaux Cubains des services publics.*" Cela peut être vrai tandis que les Bourbons étaient au pouvoir, mais cela est faux sous l'administration de Serrano.

"Le quatrième et dernier grief est "*la mise en force de la loi pour porter des armes.*" Mais Cuba est en état de révolte depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir, et, dans de telles circonstances, on ne peut pas espérer que la population soit autorisée à s'armer.

"Il n'est guère possible de réfuter plus nettement les conclusions de l'assemblée meeting qui devait constituer aux yeux du public américain comme un seul homme à la croisade de la liberté cubaine contre le despotisme espagnol.

"Sans doute, après le vote d'une telle résolution, Cuba n'aurait de bornes raisonnables pour conquérir son indépendance, et tout son répertoire ne serait pas épuisé. Quand je m'aperçois qu'il voulait tirer, continue le témoin, j'étendis le bras pour garantir le défunt et je fus atteint de la balle destinée au mort qui plaidait et je fus sur le meurtrier; cet homme avait un pistolet à quatre coups, et je soupçonne que cet homme a été payé par le Français en vue de me faire sauter la cervelle. Je retournai alors, et deux fois fus en état de courir dans le magasin de M. Grandet, à l'angle de la rue Bourbon, où j'ai reçu la balle dans la poitrine. Il se retourna alors, fit deux fois feu sur moi et courut